

Réforme scolaire : si on renouvelait notre discours ?

Marie-Claude Gauthier

Enseignante en français au secondaire

Le Devoir, Édition [du jeudi 19 octobre 2006](#)

Je lisais samedi dernier dans les pages du Devoir l'article intitulé «Le problème de la réforme est dans sa mise en oeuvre». D'accord, mais pourquoi? À mon avis, le manque de rigueur théorique de plusieurs enseignants en fonction ainsi que les exigences peu élevées des programmes de formation des maîtres font partie du problème.

Les principaux intéressés consacrent trop peu de temps à la lecture, à l'analyse et à la compréhension des documents de références énonçant les lignes directrices du nouveau pédagogique. Plusieurs étudiants universitaires et de nombreux enseignants ne font tout simplement pas leurs devoirs. Résultat : leur incompréhension des principes fondamentaux de la réforme se reflète ou se reflétera tôt ou tard sur la qualité de leur enseignement.

Les syndicats brandissent haut et fort les piètres résultats obtenus par les enfants de la réforme, notamment en français, et se servent des conclusions d'un rapport préliminaire pour tenter de tuer l'oiseau dans l'oeuf. Pourquoi une telle détermination à vouloir faire marche arrière ? Pourquoi encore refuser que les membres qu'ils représentent remettent en question leurs façons de faire ?

Depuis les balbutiements de la réforme, plusieurs intervenants du milieu scolaire évoquent le manque de séances de formation pour les aider à mettre en place, de façon efficace, les modifications proposées par le MEQ (aujourd'hui le MELS). Pourtant, le ministère publie sur son site officiel des documents de référence détaillés et offrent, par l'entremise de spécialistes, des ateliers de formation dans les différentes commissions scolaires ainsi que dans les établissements de la Fédération des écoles privées du Québec. Ce n'est peut-être pas toujours suffisant, mais les ressources sont là et demeurent, ironiquement, peu exploitées.

Au colloque de l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES), Paul Inchauspé a souligné le fait que la réforme tend à «libérer l'espace professionnel des enseignants pour qu'ils ne soient plus de simples applicateurs de programmes». Cette nouvelle liberté me semble très stimulante mais exige toutefois une compréhension des tenants et aboutissants du nouveau pédagogique. Pour mériter une telle responsabilité, les enseignants doivent prendre le temps, malgré la lourdeur de la tâche, de réfléchir à la pertinence des stratégies à utiliser dans leur classe afin de favoriser le développement des compétences de leurs élèves sans faire l'erreur d'évacuer systématiquement les connaissances de base, qui demeurent essentielles à la maîtrise de ces dernières.

Je suis enseignante en français au secondaire et j'explore. Évidemment, à l'occasion, je connais des ratés, mais je refuse l'immobilisme. Bien qu'ensevelie sous les corrections, je me fais un devoir et une fierté d'expérimenter les nouvelles stratégies proposées. Par conséquent, je me pose des questions à propos du bien-fondé du tollé médiatique suscité par la réforme, car je ne comprends toujours pas en quoi l'enseignement par compétences, qui favorise les situations d'apprentissage intégrées et contextualisées, contribuerait à la

diminution des résultats des élèves alors qu'il vise justement à créer des situations d'apprentissage authentiques et significatives.

Et si la réforme n'était pas la principale cause des résultats décevants des élèves québécois ? Pourrait-on admettre que le manque de curiosité et de rigueur des enfants et des adolescents reflète celui de la société en général ? Pourrait-on admettre que le manque d'encadrement de certains parents et le peu de soutien qu'offrent les programmations télévisuelles et radiophoniques, en présentant des contenus très peu stimulants, pèsent lourd dans la balance ? Pourrait-on admettre que les longues heures passées à clavarder sur Internet abrutissent la génération de demain ?

Un cadre pédagogique ne peut insuffler à lui seul le désir d'apprendre. Ce doit être un effort concerté mais, surtout, un défi de société.